

Est-il encore temps d'empêcher l'exploitation minière des fonds marins ?

Dossier de la rédaction de H2o
November 2023

La France organisera avec le Costa Rica la prochaine Conférence des Nations unies sur les océans : elle se tiendra à Nice en juin 2025. L'enjeu du rendez-vous est crucial : il s'agit de faire adopter formellement un moratoire sur l'exploitation minière des grands fonds marins, afin de protéger l'écosystème des océans et de freiner le réchauffement climatique. Un engagement sur lequel la France s'est affichée à la pointe, du moins dans le discours : le président Macron avait déclaré vouloir faire de la protection de l'Océan une priorité de son mandat. Sa position a toutefois varié et demeure ambiguë. Mais le pays apparaît aussi, pour l'instant, trop isolé à défendre le sujet sur la scène internationale. Deux logiques opposées s'affrontent actuellement concernant les fonds marins, dernière "frontière" de la planète qui ne soit pas encore totalement explorée. D'un côté, la logique commerciale et productrice des multinationales minières, de l'autre la logique humaniste qui considère les fonds marins et le sous-sol des océans comme un patrimoine appartenant à toute l'humanité. Et à ce titre estime qu'ils doivent être gérés par l'ONU et ses agences, dans l'esprit du multilatéralisme et du bien commun. Laquelle l'emportera ?

Chloé Maurel, SIRICE Université Paris I/Paris IV - The Conversation